



Etude comparative de politiques locales européennes au croisement de l'ESS et du développement durable

Rapport intermédiaire

Réalisée par Laurent Fraise (CRIDA) et
Denis Stokkink/ Elise Dubetz (Pour la Solidarité)

Pour l'ARENE, Agence régionale de l'environnement et des nouvelles énergies en Île-de-France
et l'Atelier, Centre de ressources régional de l'économie sociale et solidaire en Île-de-France

Novembre 2014



Etude comparative de politiques locales européennes au croisement de l'ESS et du développement durable

Les acteurs de l'économie sociale et solidaire (ESS) sont, au même titre que les autres acteurs économiques, concernés par les enjeux liés à la transition écologique et énergétique pour un développement durable. Bon nombre a ainsi déjà amorcé une évolution de leurs pratiques. Ils développent des services innovants répondant aux besoins locaux, aux enjeux sociaux et environnementaux, tout en réinterrogeant les modes de gouvernance et les modèles économiques : création de points vélos, de ressourceries, mobilisation citoyenne autour de dynamiques de quartiers durables, de coopératives d'habitat collectif, promotion des circuits courts, etc.

L'ARENE et l'Atelier initient des projets communs depuis 2010 afin de favoriser une plus grande prise en compte de l'économie sociale et solidaire dans les politiques locales en Ile-de-France, en tant qu'économie du développement durable. Les deux organismes ont publié un **guide pratique à destination des élus et chargés de mission des collectivités territoriales** pour souligner la contribution de l'économie sociale et solidaire au développement durable des territoires, et les informer sur les modalités d'intervention et les leviers d'actions possibles.



En 2013, afin d'enrichir les réflexions des collectivités territoriales et des acteurs franciliens, les deux organismes ont mené une **étude comparative de politiques locales européennes au croisement de l'ESS et du développement durable**. Cette étude a été réalisée avec l'appui du CRIDA - Centre de recherche et d'intervention pour la démocratie et l'autonomie - et du Think Tank européen Pour la Solidarité.

Cette étude avait pour objet :

- d'approfondir les stratégies d'intervention et les leviers d'actions en faveur de l'ESS, dans le cadre de projets territoriaux durables, en analysant quelques initiatives publiques remarquables mises en œuvre dans d'autres pays et régions d'Europe ;
- d'en retirer des enseignements en lien avec les évolutions et dispositions réglementaires à venir (en particulier projet de loi cadre sur l'économie sociale et solidaire, acte III de la décentralisation et débat sur la transition énergétique) pour la mise en œuvre de politiques territoriales en Île-de-France.

Vous trouverez ci-après, sous forme de fiche action, les 15 initiatives recensées et permettant de comprendre notamment :

- l'origine du projet expliquant sur quelles bases il est né (volonté initiale des acteurs impliqués, lien avec d'autres projets éventuels),
- des chiffres clés permettant de mieux cerner le projet (budget, nombre d'acteurs impliqués),
- l'analyse de l'articulation entre ESS et DD dans le projet,
- la nature du partenariat entre institutions publiques, citoyens, société civile, entreprises, etc.

Ces retours d'expérience sont classés autour des champs suivants : **Circuits courts / Energie verte / Achats responsables / Recyclage / Logement durable / Innovation sociale / Mobilité douce**

D'autre part, l'analyse approfondie de quatre études de cas a permis de mettre en avant des éléments structurants des relations entre acteurs de l'ESS et collectivités locales :

- **La ville de Rome** et sa volonté de promouvoir la consommation durable,

En 2001, à l'initiative de la Ville et d'une coalition d'acteurs, un espace spécifiquement dédié à la promotion de l'économie alternative a été créé. Un ancien abattoir a été rénové dans le respect des principes du développement durable pour y installer un site de 3500m2 comprenant un hall permanent d'exposition, un marché de produits biologiques et issus du commerce équitable, des stands d'information (recyclage, énergies durables...), des salles de conférence et des boutiques.

Collectivités locales impliquées : Municipalité de Rome principalement, la Région de Latium ponctuellement.

- **La région du Pays Basque** et sa politique d'innovation sociale,

Création d'entreprises et de produits/services à partir de l'analyse de besoins sociaux.

Collectivités locales impliquées : Municipalités (Zierbena, Santurzi, Abanto, Bermeo), Province de Biscaye à travers sa politique de développement économique, Communauté autonome du Pays Basque à travers sa politique de soutien à l'innovation, gouvernement espagnol à travers le Secrétariat d'Etat à l'Innovation.

- **Le canton de Genève** et sa politique de logement social favorisant les organisations sans but lucratif,

Coopérative sans but lucratif, elle permet de sortir des immeubles du marché immobilier spéculatif et de construire à des hauts standards écologiques. Elle intègre les futur-e-s habitant-e-s aux projets de construction en leur remettant la gestion des immeubles et leur garantit un loyer correspondant aux coûts réels de l'immeuble.

Collectivités locales impliquées : le Canton de Genève à travers sa politique du logement et les communes sur lesquelles se construisent les projets d'habitat coopératif.

- **La région wallonne et la région de Bruxelles-Capitale** et leur volonté de soutenir l'emploi et l'économie sociale à travers les mobilités douces.

Les « points vélo » offrent des services relatifs au vélo à proximité directe des gares : parking, petites réparations. L'objectif est de stimuler le transport modal, à savoir l'usage du vélo combiné au train, au tram ou au bus sur le même trajet

Collectivités locales impliquées : les régions (Bruxelles-Capitale, Wallonie, Flandre) en particulier la politique de la mobilité pour Bruxelles ; l'Etat fédéral à travers sa politique de l'emploi et d'insertion socioprofessionnelle.

Les enseignements transversaux issus des études de cas feront l'objet d'une publication à paraître début 2015.

Pour tout complément d'informations sur l'étude, contacter :



Bérange ELDIN

Responsable Observatoire et Territoires

L'Atelier - Centre de Ressources de l'Economie Sociale et Solidaire en Ile-de-France

berangere.eldin@atelier-idf.org

Table des matières

Circuits courts	6
La Barje, un bar pour consommer autrement	6
La Citta dell’Altra Economia, un centre commercial équitable et solidaire	8
Koopera Markatua, marché écologique et solidaire	10
Prove, groupement d’achats solidaire	12
Energie verte	14
Middelgrunden, coopérative d’énergie renouvelable	14
Prêt vert bruxellois, un prêt pour améliorer l’efficacité énergétique	16
Achats responsables	18
ÖkoBeschaffungsService (OBS), une politique durable et solidaire	18
Recyclage	20
La Ressourcerie Namuroise	20
LOWaste (LOcal Waste, Market for second life products), une gestion durable des déchets	22
Logement durable	24
Ecoquartier Vauban et la coopérative VAUBANAise	24
Quartier durable citoyen et l’exemple de l’association Solidarité Savoir et ses Repair Cafés	26
Codha (Coopérative de l’habitat associatif), logement social, écologique et participatif	28
Innovation sociale	30
Parc d’innovation sociale	30
Mobilité douce	32
Atteining Energy-Efficient Mobility in Ageing Society (AENEAS) : le cas de la Ville de Munich et les projets Green City	32
Points vélo, pour développer la mobilité douce	34

Titre	La Barje, un bar pour consommer autrement
Localisation	Suisse, Genève
Contexte local	Comme toutes les grandes villes, Genève ne facilite pas toujours la rencontre entre des citoyens et des voisins qui se connaissent de moins en moins bien, et ce d'autant plus dans certains quartiers de la ville, dévalorisés et perçus comme insécurisés . C'est dans ce contexte que les projets de bars-terrasses de La Barje sont nés, dans une volonté de renforcer les liens sociaux entre les Genevois et de leur permettre de se réapproprier des lieux délaissés comme aux bords du Rhône.
Secteur	Promotion de l'économie alternative et durable, participation citoyenne, conscientisation à la consommation durable
Année de lancement/de fin	2005 (premier bar) - ...
Origine du projet	Les trois fondateurs de la Barje désiraient depuis longtemps ouvrir un bar tout en y appliquant les principes du développement durable, en y soutenant le monde associatif et en offrant des emplois à des jeunes pendant l'été. Avec le soutien du Canton et de la Ville de Genève, ils ont ainsi fondé un premier bar-terrasse en 2005, inscrit dans le champ de la responsabilité sociétale des entreprises (depuis ses débuts, La Barje a décidé de porter une attention particulière à toutes les parties prenantes et d'appliquer des modes de gouvernance transparents).
Description	« Dans une volonté de renforcer les liens sociaux entre les habitants de Genève tout en en leur permettant de se réapproprier des lieux publics dévalorisés, La Barje s'engage dans l'exploitation du domaine public par la conduite d'activités économiques : le bar-terrasse des Lavandières (ouvert en 2005), le bar-terrasse des Sciences (ouvert en 2009) et la Barje des Volontaires (ouvert en novembre 2011). Les exploitations que gère l'association servent des produits locaux ou régionaux, utilisent des fournitures compostables ou biodégradables, favorisent l'utilisation des labels bio et équitable afin de proposer une offre de produits diversifiés et de qualité ». La Barje est donc à la fois : <ul style="list-style-type: none"> • Une entreprise avec un projet économique • Une entreprise solidaire (au statut associatif), basée sur des principes de coopération, d'efficacité, de viabilité et qui crée une série d'externalités positives : qualité des emplois, soutien aux scènes artistiques et associatives locales, réhabilitation urbaine, mixité du public, utilisation rationnelle des ressources et promotion de produits durables • Un acteur engagé de la société : à la croisée de l'économie sociale et solidaire, de la responsabilité sociétale des entreprises et du développement local solidaire, l'expérience de terrain de La Barje soulève des enjeux qui dépassent largement son propre contexte social et géographique : améliorer le bien-être individuel et collectif, construire des modes de gouvernance partenariale pour les territoires, réorienter les marchés publics, bâtir des modes de production et consommation durable, ...
Chiffres clés	<ul style="list-style-type: none"> • Création d'emplois : les trois bars ont permis de créer 8 emplois stables et font régulièrement appel à de jeunes saisonniers, dont certains jeunes « en difficulté » (en partenariat avec des foyers d'adolescent) ; en 2011, on comptait environ 70 personnes ayant travaillé au sein de l'association (bénévoles, employés, stagiaires...) • En 2011, environ 500 jours de stage proposés à des jeunes • En 2011, 70 événements ont été organisés (soirées, concerts, projections...)
Résultats	Les résultats des trois bars-terrasses ont plutôt été concluants. Sur le plan économique, le seuil de rentabilité a généralement été atteint après les trois premières années d'existence de chaque bar. Sur le plan social et culturel, les bars ont permis de devenir des lieux de rencontre fréquentés (par des populations hétérogènes qui plus est) et proposant de nombreuses activités. Les bars ont également permis de revitaliser certains quartiers délaissés car perçus

	<p>comme insécurisés ou en friche et donc pollués. En 2013, La Barje s'est également lancée dans un projet de médiation et de prévention pour éviter les problèmes de violence ou d'incivilités rencontrés autour de ses bars saisonniers, en collaboration avec les agents municipaux et les travailleurs sociaux. L'association a cependant vécu certaines périodes plus difficiles car la conciliation entre logiques économiques et sociales et solidarité n'est pas toujours évidente, elle a également connu certaines difficultés financières passagères.</p>
Articulation ESS et DD	<ul style="list-style-type: none"> • Mise en œuvre de ce projet par une entreprise sociale qui dégage des fonds pour d'autres associations partenaires, promeut la culture locale, crée des espaces de rencontre et de mixité sociale, crée de l'emploi, ... • Partenariats multiples avec des associations genevoises dans le secteur de la culture, de la coopération internationale ou encore de la protection de l'environnement • Implantation des bars sur des sites « réhabilités » sur le plan social (réappropriation du site par les habitants, sécurité, ...) et sur le plan environnemental (respect des écosystèmes locaux) • Utilisation durable des ressources et donc réduction de l'impact écologique des sites : utilisation quasi exclusive de récipients et produits non polluants, vaisselle compostable, tri sélectif, toilette sèche, attention portée au gaspillage (notamment pour l'utilisation et le traitement de l'eau), vente de produits accessibles, éco-responsables et équitables, sensibilisation des consommateurs, travail en amont avec les fournisseurs, ... • Politique d'achat territorialisée favorisant le développement économique local et les circuits courts
Nature du partenariat	<p>Les bars-terrasses de La Barje font l'objet d'une gouvernance partenariale pour le développement local s'appuyant sur des réseaux d'acteurs, impliquant avant tout une collaboration horizontale avec les différents acteurs suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Accord de la Ville de Genève pour l'installation des bars (mise à disposition gratuite pour certains terrains) • Soutien de la délégation à la jeunesse de la Ville de Genève pour le lancement du projet dans le but d'animer certaines zones « problématiques » de la ville, de favoriser l'intégration des jeunes et de créer du lien social • Ensuite, soutien également du Département de la cohésion sociale de la ville de Genève, de l'Office cantonal de l'emploi, du département cantonal de la solidarité et de l'emploi, ... • Dialogue constant les premières années du projet avec les autorités publiques pour la mise en œuvre du projet : réunions multipartites avec le Canton de Genève, la Ville de Genève, la Délégation à la jeunesse, ... • Collaboration avec la police de proximité et les travailleurs sociaux de la Délégation à la jeunesse • Associations membres • Chambre de l'économie sociale et solidaire de Genève dont la Barje est membre • Citoyens impliqués • Clients.
informations complémentaires	<ul style="list-style-type: none"> • Source principale : DELHOMMEAU, T., La Barje, un acteur du développement local solidaire à Genève – Analyse d'une innovation sociale et territoriale, Pour la Solidarité. http://www.pourlasolidarite.eu/IMG/pdf/Modelisation_La_Barje.pdf • DELHOMMEAU, T., Circuits courts et circuits de proximité, Cahier de la Solidarité n°20, Pour la Solidarité, 2009, pp. 110-111. http://www.pourlasolidarite.eu/IMG/pdf/CircuitsCourts_web-2.pdf • LA BARJE, http://www.labarje.ch/ <p>Contact : Association La Barje Tél. 022/344.83.56 info@labarje.ch</p>

Titre	La Citta dell'Altra Economia, un centre commercial équitable et solidaire
Localisation	Italie, Rome
Contexte local	Le quartier des anciens abattoirs de Testaccio à Rome était de plus en plus délaissé et dégradé. En même temps, au début des années 2000, la Municipalité de Rome souhaitait promouvoir la consommation durable.
Secteur	Centre commercial d'économie équitable et solidaire et promotion de l'économie alternative et durable
Année de lancement/de fin	2007 - ...
Origine du projet	En 2001, la ville de Rome a initié une consultation ouverte et informelle du secteur de l'économie alternative afin d'organiser annuellement un Salon de l'économie alternative et donner la parole à ce secteur dans le développement et la mise en œuvre des politiques de la ville en matière d'économie alternative. Les associations consultées se sont réunies en un Forum de l'économie alternative qui, fort du succès des salons, a proposé la création d'un espace spécifiquement dédié à la promotion de l'économie alternative.
Description	Un ancien abattoir a donc été rénové dans le respect des principes du développement durable pour y installer un hall permanent d'exposition, un marché de produits biologiques et issus du commerce équitable, des stands d'information (recyclage, énergies durables, ...), des salles de conférence et des boutiques.
Chiffres clés	Un site de 3500 m ² , réunissant une dizaine de boutiques représentant plusieurs types d'activités de l'ESS (commerce équitable, énergies renouvelables, recyclage, finance éthique, ...) En 2009, on comptait les visites d'environ 2000 clients par mois
Résultats	Si ce projet a très bien fonctionné à ses débuts (nombreux visiteurs, sensibilisation des citoyens, bonne collaboration avec les autorités publiques, ...) et existe toujours aujourd'hui, il faut cependant noter qu'il a souffert ces dernières années des changements de majorité politique mais également de sa situation éloignée du centre-ville.
Articulation ESS et DD	Réhabilitation d'un quartier délaissé pour développer des activités économiques durables Bâtiments rénovés et remodelés dans le respect du développement durable et avec un mode de décision participatif Combinaison d'activités économiques, sociales et écologiques améliorant la qualité de vie des Romains et offrant des opportunités aux personnes les plus vulnérables ; production locale, circuits courts, produits durables, éthiques ou écologiques sont autant de caractéristiques qui réunissent les différentes boutiques du centre Elaboration et signature d'une charte de l'économie alternative, réunissant les acteurs autour de valeurs communes : refus de l'exploitation des humains et de l'environnement, satisfaction des besoins fondamentaux, promotion de ressources locales, transparence entre acteurs, etc. Sollicitation des citoyens aux moyens de rassemblements, activités culturelles ou débats augmentant le capital social de la communauté
Nature du partenariat	Organisation générale du partenariat : pour l'élaboration du projet, autorités locales et associations se sont réunies régulièrement, en restant constamment ouvertes à de nouveaux participants. La décision finale relevait en dernière instance des autorités publiques, même si la recherche de consensus a été toujours encouragée. L'espace lui est géré par un consortium d'associations, sur lequel la ville de Rome n'a qu'une fonction de contrôle du respect des objectifs fixés. Les acteurs impliqués sont donc : La Ville de Rome, dans le cadre de l'initiative « Soutien financier pour le développement socio-économique des zones urbaines dégradées » : organisation de consultations, implémentation

	<p>du projet, contrôle, location des espaces à prix démocratique, investissement pour la restructuration du site (investissement de 5 millions d'euros, cofinancé également par le Ministère de l'Industrie, du Commerce et de l'Emploi)</p> <p>Une cinquantaine d'associations actrices de l'économie solidaire et alternative (commerce équitable, agriculture biologique, finances éthiques, tourisme durable, ...) : elles sont autonomes dans la gestion de la cité, même si la dialogue est toujours présent avec les autorités de la ville</p>
<p>Sources et informations complémentaires</p>	<ul style="list-style-type: none"> • AVISE, « Italie : un centre commercial 100% économie solidaire », http://www.avise.org/spip.php?article1081 • BOUVIER, Th, Construire des villes européennes durables, Tome 2, Cahier de la Solidarité n°16, Think Tank européen Pour la Solidarité, 2009, pp. 348-350. http://www.pourlasolidarite.eu/IMG/pdf/Tome2web.pdf • RESSOURCES SOLIDAIRE, « En Italie : un centre commercial 100% économie solidaire », 22/04/2009, http://www.ressources-solidaires.org/En-Italie-un-centre-commercial-100#.UhsSVXabPMc http://www.cittadellaaltraeconomia.org/

Titre	Koopera Merkatua, marché écologique et solidaire
Localisation	Espagne, Bilbao
Contexte local	<p>Bilbao est une ville du Pays Basque particulièrement sensible aux thèmes de l'économie sociale mais également du développement durable ou du commerce équitable. Le projet Koopera Merkatua est donc l'un des projets soutenus ou réalisés par la Municipalité, parmi lesquels on compte par exemple aussi :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Le projet « Education et sensibilisation pour le Développement » (2001-2005) • Les actions à travers le programme « Bilbao, une ville engagée envers le commerce équitable », comme le soutien à l'ONG de commerce équitable SETEM pour l'offre de produits de ce genre et la sensibilisation auprès des citoyens (2007-2008) • Le séminaire destiné au personnel de la municipalité de la ville de Bilbao sur les « achats publics éthiques » (2008) et depuis ce séminaire, le lancement d'une Commission de travail sur l'achat public éthique • Le centre pour l'innovation sociale (voir plus loin) • ...
Secteur	Marché écologique et solidaire
Année de lancement/de fin	2009 - ...
Origine du projet	En 2004, trois coopératives et Caritas se sont réunis pour créer le Réseau Social Koopera Gizarte Sarea (officiellement constitué en 2008), afin d'y concentrer une série d'activités les tenant à cœur, développées grâce à l'innovation sociale et la mise en réseau des acteurs : insertion socioprofessionnelle, gestion des déchets, commerce équitable, solidaire et écologique, et coopération au développement à travers l'ESS. C'est dans ce contexte qu'est né ce premier marché écologique et solidaire du Pays Basque.
Description	<p>Koopera Merkatua est un marché écologique et solidaire créé pour répondre à plusieurs objectifs :</p> <ul style="list-style-type: none"> • « Mettre en place une activité durable qui développe le commerce local de Bilbao • Faciliter l'accès aux produits écologiques et solidaires et offrir la possibilité d'une consommation responsable et d'un changement de mentalité au sein de la société • Développer des emplois pour des personnes en situation ou en risque d'exclusion sociale et promouvoir l'intégration sociale • Stimuler la cohésion sociale en permettant que se réunissent, dans un même espace, travailleurs, bénévoles, clients, bénéficiaires de dons, élèves de centres éducatifs, etc. »¹
Chiffres clés	<ul style="list-style-type: none"> • Espace de 800 m² • 600 m² dédiés à des boutiques coopératives (réemploi de vêtements ou d'autres objets, produits alimentaires bio ou équitables, librairie, ...) • Le reste de l'espace sert de salle de rencontres pour l'organisation de séances de formations ou de débats mais également d'expositions <p>En 2009 :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Total de bilan de 7,9 millions d'euros • Total fonds propres de 1,6 millions d'euros • Chiffre d'affaire de 5,3 millions d'euros
Résultats	<p>Au terme de la première année du projet :</p> <ul style="list-style-type: none"> • 19 emplois consolidés (dont 6 en insertion)

¹ FEBEA, « Koopera Merkatua – Une initiative du réseau social Koopera Gizarte Sarea », *L'atlas des bonnes pratiques de création d'emploi d'inclusion sociale*, 2011, p. 35.

	<ul style="list-style-type: none"> • 10.000 vêtements donnés à des bénéficiaires de services sociaux • 1800 personnes ont participé aux actions en faveur de l'inclusion sociale et de l'environnement dans la Salle Kooperera • 55.000 achats responsables ont été réalisés
Articulation ESS et DD	<ul style="list-style-type: none"> • Le lieu-même abritant le marché a été élaboré en suivant des principes de l'éco-construction ; les principes d'éco-innovation sont également respectés au maximum dans toute la mise en œuvre du projet • Vente de produits locaux, écologiques, solidaires ou équitables • Sensibilisation à la consommation responsable • Lieu de rencontre et de participation citoyenne
Nature du partenariat	<p>Le projet s'inscrit dans le réseau Kooperera, réunissant des coopératives actives dans la promotion de l'insertion grâce à des activités environnementales, et qui a lancé ce marché</p> <p>Le projet a profité de 570.000 euros de subvention en 2009, provenant à 74% du Conseil général de la Province Biscaye, 17% de BBK Solidaroa (Fondation de la Banque Basque, qui a également octroyé un prêt de 1,8 millions d'euros pour le projet) et 9% de l'Institut National pour l'Emploi ; les trois Provinces de la Communauté autonome basque collaborent également à la promotion de ce projet, avec le gouvernement du Pays Basque</p> <p>Fourniture des produits vendus par les agriculteurs locaux, par Caritas et les ONG Alboan et Missions de Bilbao en ce qui concerne les produits équitables, ou par les centres et entreprises sociales (Ekkorrepara) de tri et de recyclage locaux pour les produits recyclés</p>
Sources et informations complémentaires	<ul style="list-style-type: none"> • CHANTIER DE L'ECONOMIE SOCIALE, « Le premier marché écologique et solidaire de l'Euskadi est inauguré », 27/02/2009, http://www.chantier.qc.ca/?module=document&uid=758 • CHIBANI-JACQUOT, Ph., « Kooperera merkatua: vitrine de l'ESS à Bilbao », in ESS en Région, 21/07/2010, http://www.essenregion.org/site/Kooperera-merkatua-vitrine-de-l-ESS?id_mot=16 • FEBEA, « Kooperera Merkatua – Une initiative du réseau social Kooperera Gizarte Sarea », <i>L'atlas des bonnes pratiques de création d'emploi d'inclusion sociale</i>, 2011, pp. 35-39.

Titre	Prove, groupement d'achats solidaire
Localisation	Portugal
Contexte local	Au Portugal, les trois quarts des achats alimentaires sont faits auprès de quatre grands distributeurs ; ces industries alimentaires, en plus de représenter un système insoutenable à long terme, ont également mis à mal les petits producteurs locaux dont les ventes ont énormément chuté depuis l'arrivée des supermarchés et de la production de masse.
Secteur	Agriculture, groupements d'achat de paniers de fruits et légumes, relations territoires ruraux - territoires urbains
Année de lancement/de fin	2004 - ...
Origine du projet	A l'origine du concept : l'association ADREPES (association de développement rural située sur la péninsule de Setubal), ayant mis en place un « groupe d'action local » (GAL) avec la méthode LEADER2 qui a lancé le projet de réseau PROVE en 2004 avec le soutien du programme européen EQUAL (réunissant à la base huit GAL différents). Depuis, plusieurs dizaines de nouveaux groupes de ce genre ont vu le jour à travers tout le Portugal et avec le soutien de fonds européens.
Description	<p>PROVE est un réseau interterritorial portugais de groupes d'achat de panier de fruits et légumes (des GAL, soutenus par le programme européen LEADER), qui lient les agriculteurs qui ont ainsi des revenus stables et de consommateurs qui ont un approvisionnement régulier de produits locaux.</p> <p>Ce réseau Prove qui organise des ventes directes d'agriculteurs des environs permet ainsi de répondre à la volonté de certains de revenir à une agriculture de proximité, ancrée dans les territoires, soutenable sur le plan social et environnemental.</p> <p>Coordonné au départ par ADREPES et avec l'aide du programme EQUAL, PROVE fonctionne toujours aujourd'hui, et ce même indépendamment des aides européennes.</p>
Chiffres clés	<p>En 2011 on comptait :</p> <ul style="list-style-type: none"> • 58 producteurs impliqués dans 21 groupements réunis au sein de 8 GAL à travers tout le Portugal • En moyenne un groupement compte 78 consommateurs et 3 agriculteurs produisant 32 paniers par mois
Résultats	<p>Outre les chiffres présentés ci-dessus, on pouvait noter en 2011 les résultats suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Une garantie de rémunération (soutenable) et d'écoulement de la production pour les agriculteurs, ainsi qu'une possibilité de diversifier leur production tout en ayant une approche plus respectueuse de l'environnement • Plus de contacts entre producteurs et consommateurs, entre zones rurales et zones urbaines • Une implication des citoyens et une conscientisation des consommateurs dans leurs choix d'achats : favorisation de produits locaux, payés à un prix permettant de payer justement les agriculteurs • Les groupements situés dans les villes ou leur périphérie se sont généralement montrés plus « dynamiques » et plus résistants à long terme (ces groupements vendent en moyenne 100 paniers par mois contre une dizaine pour les groupements situés dans des régions rurales)
Articulation ESS et DD	Au départ, l'objectif principal du réseau PROVE et de ses groupements était d'établir des systèmes locaux d'alimentation garantissant des revenus réguliers aux agriculteurs grâce à une

² L'approche LEADER, soutenue par l'Union européenne, est un processus de type bottom-up de développement rural réunissant des autorités locales, des représentants de la société civile et des entrepreneurs locaux autour d'un partenariat public-privé dans un Groupe d'Action Local (GAL).

	<p>rémunération stable et équitable. Le projet a évolué au fil des années en favorisant également :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Les circuits courts et les liens entre zones rurales et urbaines • L'alimentation durable à travers la volonté d'organiser une façon alternative de produire (permaculture, agriculture biologique, ...) allant à l'encontre du système dominant de l'industrie alimentaire et de réfléchir à la souveraineté alimentaire • L'implication des citoyens et agriculteurs, regroupés en association ou coopérative
<p>Nature du partenariat</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Soutien financier du programme européen EQUAL (FSE) et du programme LEADER (FEADER) • De manière générale, chaque GAL est un partenariat public-privé qui s'entoure d'une variété de partenaires locaux tels que les groupes d'action locaux bien sûr mais également les Conseils communaux, les autorités des villes en question, des associations, d'autres coopératives, des écoles, ... La façon dont ces associations de producteurs et de consommateurs est soutenue par d'autres organisations locales laisse penser que ces projets contribuent à renforcer le capital social de nombreuses localités • Dans plusieurs groupes, soutien des municipalités (relai information aux consommateurs, aide au réseau, mais pas toujours spécialement de soutien financier) • Plusieurs groupes ont développé des partenariats avec d'autres acteurs encore, comme des coopératives et associations de développement rural, des entreprises privées (tourisme, ...), ...
<p>Sources et informations complémentaires</p>	<p>Source principale : BAPTISTA, A., RODRIGO, I., TIBERIO, M., CRISTOVAO, A., BOAS, D., Selling directly fresh and local products, looking at a new localized rurality: the case of PROVE Project in Portugal, Presented at the 10th European IFSA Symposium, 2012. http://www.ifs2012.dk/downloads/WS5_2/baptista.pdf</p> <p>Autres sources :</p> <ul style="list-style-type: none"> • AVISE, Portugal : deux communes s'engagent pour leurs producteurs locaux, 03.12.2009, http://www.avise.org/spip.php?article1462 • COMMISSION EUROPEENNE, Un projet portugais démontre l'importance de la coopération, Archive, http://enrd.ec.europa.eu/publications-and-media/enrd-main-stories-archive/fr/the-importance-of-cooperation_fr.cfm • EUROPEAN NETWORK FOR RURAL DEVELOPMENT, The European Agricultural Fund for Rural Development – Examples of Leader Projects, June 2011, pp. 2-3 et pp. 12-13. http://enrd.ec.europa.eu/app_templates/filedownload.cfm?id=C2098A13-A094-502B-81FA-4C9E46AB658D • PROVE, Promoting and Selling, http://www.prove.com.pt/english • PRODER, « Project Prove », 11/03/2011, http://www.proder.pt/conteudo.aspx?menuid=1529&eid=2737&bl=1

Titre	Middelgrunden, coopérative d'énergie renouvelable
Localisation	Danemark, périphérie de Copenhague
Contexte local	« Au Danemark, 86 % des éoliennes appartiennent à des agriculteurs et des communautés et coopératives. Pourquoi les gens aiment-ils ces sources d'énergie ? Pas seulement parce qu'à chaque fois que le vent fait tourner votre éolienne, de l'argent tombe dans votre poche, mais aussi parce que c'est vous qui la contrôlez : vous l'avez choisie, vous en avez le bénéfice et les effets pervers. (...) Quand vous internalisez les bénéfices et les coûts aux mêmes personnes, c'est une société beaucoup plus juste, qui prend de meilleures décisions. » ³ De plus, la loi danoise affirme que l'électricité est un bien public, ce qui offre un cadre propice au développement des coopératives citoyennes propriétaires d'éoliennes, et ce d'autant plus grâce à l'engagement du gouvernement danois envers l'énergie durable et notamment l'éolien depuis la fin des années 1970 ; ces incitants politiques portent leurs fruits puisqu'en octobre 2012 par exemple, 87% de la consommation électrique du pays était couverte par l'énergie éolienne.
Secteur	Coopérative d'énergie renouvelable, parc éolien citoyen
Année de lancement/de fin	1996 - ...
Origine du projet	L'idée de base, qui unit d'ailleurs d'autres coopératives d'énergie renouvelable autour du réseau européen REScoop, est la suivante : l'énergie étant un bien commun, il est plus raisonnable que les citoyens se saisissent directement du réseau de production, de transport et de distribution de l'énergie, et l'organisation coopérative est le plus à même de répondre à cet enjeu. Dans ce cas-ci, c'est en 1996 qu'a été annoncé le projet de créer un parc éolien à 3,5 km au large de Copenhague comprenant 20 aérogénérateurs de 2 MW chacun par l'Office de l'environnement et de l'énergie de la Ville de Copenhague qui est à l'origine de ce projet. La moitié du capital devait être possédée par une coopérative de particuliers.
Description	Le Parc de Middelgrunden, mis en service en 2000, est donc le nom donné à une coopérative d'énergie éolienne dont le conseil d'administration se rassemble tous les deux mois et les coopérateurs sont informés régulièrement. Il se trouve à 3,5 km au large de Copenhague et comprend 20 aérogénérateurs. Le parc éolien a deux propriétaires : une organisation publique locale de la municipalité de Copenhague et une coopérative d'habitants.
Chiffres clés	Selon les derniers chiffres du réseau européen REScoop, Middelgrunden compte : <ul style="list-style-type: none"> • 20 éoliennes • 8600 membres • 405000 parts (prix d'une part : 566 euros, total 2.800.000 euros) • 27500 consommateurs
Résultats	En 2000, à sa mise en service, plusieurs milliers d'habitants détenaient une part au capital du parc de Middelgrunden, ce qui est assez inédit pour une installation de si grande taille. Aujourd'hui, plus d'un millier de personnes se trouve sur liste d'attente et attend la possibilité d'obtenir une part sociale du parc dont la rentabilité financière a dépassé les espérances de 10%.
Articulation ESS et DD	Les coopératives d'énergie renouvelable comme Middelgrunden sont de véritables agents du développement durable. Du fait de leur lucrativité limitée, elles ne poussent pas à la consommation et considèrent l'intérêt des membres avant leur intérêt économique. C'est pourquoi elles peuvent accorder les meilleurs prix à leurs consommateurs/membres. De plus,

³ LINDGAARD, J., *Amory Lovins : la transition énergétique permet une « société beaucoup plus juste »*, <http://www.mediapart.fr/journal/economie/270613/amory-lovins-la-transition-energetique-permet-une-societe-beaucoup-plus-juste?onglet=full>, Mediapart, 2013, consulté le 15/07/2013.

	<p>l'intégration à la gouvernance et le dialogue constant avec les parties prenantes favorisent l'acceptation sociale des sources d'énergie renouvelable, notamment des éoliennes. Et comme les « voisins » des éoliennes sont eux-mêmes propriétaires de celles-ci, ils ont participé en amont à l'élaboration du projet permettant une implantation plus facile de ces infrastructures. Ces propriétaires sont aussi plus à même d'exposer les risques et attraits de telles installations à leurs concitoyens.</p>
<p>Nature du partenariat</p>	<ul style="list-style-type: none"> • A l'origine du projet en 2006, l'Office de l'environnement et de l'énergie de la Ville de Copenhague est toujours consultant aujourd'hui pour la coopérative Middelgrunden • 50% de l'énergie appartient à la municipalité, via la Copenhaguen Electricity Company (qui appartient à la ville). La municipalité a également accordé des subventions durant la phase de préconception et obtenu des abattements fiscaux sur les investissements • Le reste appartient aux citoyens impliqués au sein de la coopérative • De manière générale, il y a un investissement important du gouvernement danois dans le secteur éolien, avec une volonté d'associer la population à tout nouveau projet de parc éolien : « tout nouveau projet terrestre doit proposer au moins 20% de son capital à des petits investisseurs locaux (dans un rayon de 4,5 kilomètres autour du site). Au bout d'un mois, si toutes ces parts réservées n'ont pas été souscrites, elles sont proposées aux autorités locales, avant que l'opérateur n'en retrouve la maîtrise en cas de manque d'intérêt »⁴ • Soutien indirect également de l'Union européenne à travers le réseau REScoop et son projet REScoop 20-20-20 soutenu en 2012-2014 par le programme « Intelligent Energy Europe » dont le but est d'accroître l'acceptation sociale des installations d'énergie renouvelable en partageant des connaissances pratiques sur la possibilité pour les citoyens d'installer eux-mêmes des panneaux solaires, des éoliennes, etc. dans toute l'Europe
<p>Sources et informations complémentaires</p>	<ul style="list-style-type: none"> • CADIC, P., COLLIN, A., L'économie sociale dans le secteur de l'énergie : le cas des coopératives d'énergie renouvelable en Europe, Working Paper Pour la Solidarité, Juillet 2013. http://www.pourlasolidarite.eu/L-economie-sociale-dans-le-secteur?lang=fr&retour=y • CADIC, P., Tiers-secteur et Etat-providence au Danemark : une refondation du modèle social ?, Working Paper Pour la Solidarité, Juillet 2013. http://www.pourlasolidarite.eu/IMG/pdf/2013_07_Working_paper_danemark_economie_social_e.pdf • LARSEN, J., Organisation of wind power in Copenhagen, CEEO, 1999, http://www.middelgrunden.dk/middelgrunden/sites/default/files/public/file/Artikel%20Organisation%20of%20wind%20power%20in%20copenhagen%281%29.pdf • MIDDELGRUNDEN, http://www.middelgrunden.dk/middelgrunden/?q=en • RESCOOP, « Middelgrunden », http://www.rescoop.eu/profile/middelgrunden • RESEAU SORTIR DU NUCLEAIRE, « Des coopératives dans le vent », Été 2010, http://groupes.sortirdunucleaire.org/Des-cooperatives-dans-le-vent-p-22 <p>Contact : (REScoop) Erik Christensen ledelsen@middelgrunden.dk (anglais)</p>

⁴ PIRO, P., *Des coopératives dans le vent*, <http://groupes.sortirdunucleaire.org/Des-cooperatives-dans-le-vent-p-22>, Sortir du nucléaire n°46, 2010, p. 22.

Titre	Prêt vert bruxellois, un prêt pour améliorer l'efficacité énergétique
Localisation	Belgique, Bruxelles
Contexte local	Depuis 2004, Bruxelles a mis en place une politique énergétique afin de réduire la consommation de ses habitants, ce qui passe notamment par des campagnes de sensibilisation et des actions concrètes pour rendre les bâtiments et logements moins énergivores.
Secteur	Prêt énergétique
Année de lancement/de fin	2008 - ...
Origine du projet	Lancé en 2008 en premier lieu sous l'appellation « prêt vert social », le prêt vert bruxellois a été initié par le Ministère bruxellois de l'énergie et de l'environnement afin de permettre aux citoyens de faire plus facilement des travaux pour améliorer l'efficacité énergétique de leur logement (qu'ils soient propriétaires ou locataires). Pour ce faire, la Région de Bruxelles-Capitale a collaboré avec la coopérative de crédit alternatif CREDAL afin d'offrir des prêts à taux zéro. Du côté de CREDAL, ce prêt s'inscrit également dans la lignée du crédit social à la consommation (soutenu également par la Région bruxelloise) permettant depuis 2005 de donner accès à des personnes à revenu modeste à un financement pour réaliser un projet de vie ou améliorer leur quotidien.
Description	Le Prêt Vert Bruxellois est un prêt énergie à taux zéro qui permet aux Bruxellois qui disposent de revenus « modestes » (ce qui correspond à une large part de la population de la Capitale, d'où le changement de nom de ce prêt depuis 2012) d'accéder à un financement à 0% d'intérêts pour réaliser des travaux en vue d'améliorer l'efficacité énergétique de leur habitation, en matière d'isolation, de ventilation ou de chauffage, pour des montants allant de 500 à 20.000 euros à rembourser en 18 à 84 mois.
Chiffres clés	En 2011 : <ul style="list-style-type: none"> • CREDAL a rencontré 191 personnes intéressées par ce crédit, 94 projets de prêts verts ont abouti pour un montant moyen de 10.250 euros (96 en 2009 et 73 en 2010) • Les personnes rencontrées par CREDAL avaient en moyenne 46 ans et 89% d'entre elles étaient propriétaires du bien en question ; en 2009, 46% des personnes concernées étaient des allocataires sociaux
Résultats	Si la demande de prêt n'a pas été très importante la première année, faute de publicité, depuis 2009, ce sont près d'une centaine de prêts verts qui sont accordés chaque année par Bruxelles Environnement (à travers CREDAL) aux ménages bruxellois. Cependant, la Région de Bruxelles-Capitale voudrait voir ces chiffres, encore assez faibles, être au moins quintuplés dans les prochaines années, sachant qu'environ 85% de la population de la Capitale a potentiellement accès à ce type de prêt.
Articulation ESS et DD	<ul style="list-style-type: none"> • Incitant à l'amélioration de l'efficacité énergétique des habitations • Accès à des prêts pour ménages à revenus modestes auprès d'une coopérative de crédit alternatif
Nature du partenariat	<ul style="list-style-type: none"> • Lancement du projet par la Région de Bruxelles-Capitale (Bruxelles Environnement), qui fait office d'intermédiaire de crédit ; le financement de la Région permet de couvrir les coûts de l'emprunt mais également le temps d'accompagnement par CREDAL • Et délégation de la charge de la gestion des prêts à la coopérative CREDAL, prêteur, et spécialisée dans le micro-crédit aux particuliers : en contact avec les candidats à ce prêt, CREDAL permet de bien encadrer leurs projets et de faire en sorte qu'ils soient

	<p>soutenables sur le plan financier</p> <ul style="list-style-type: none"> • Les travaux effectués dans ce cadre peuvent parfois également être couverts par des « primes énergie »⁵ permettant également de couvrir en partie l'investissement des particuliers (jusqu'à 50%)
<p>Sources et informations complémentaires</p>	<ul style="list-style-type: none"> • BRUXELLES ENVIRONNEMENT, « Les prêts verts bruxellois », http://www.credal.be/sites/all/files/documents/mcperso/depliant_pvb_fr.pdf • BRUXELLES VILLE DURABLE, « Prêt vert bruxellois – Un prêt à 0% (TAEG) pour que tout le monde puisse isoler », 06/11/2012, http://www.villedurable.be/content/news-brussels-pret-vert-bruxellois-un-pret-0-taeg-pour-que-tout-le-monde-puisse-isoler • COLLARD, M.-C., COEN, J.-M., <i>Alliances emploi-environnement et éco-construction – Une chance à saisir pour l'économie sociale !</i>, Analyse, SAW-B, Mai 2010. http://www.saw-b.be/EP/2010/A1007_AEE_eco-construction.pdf • CREDAL, <i>Conférence de presse sur le lancement du prêt vert social</i>, 21/05/2008. http://evelyne.huytebroeck.be/IMG/pdf_Credal_FR.pdf • CREDAL, « J'ai besoin d'un prêt vert bruxellois », http://www.credal.be/pretvertbruxellois • CREDAL, BELFIUS FONDATION, <i>Communiqué de presse – Le microcrédit à Bruxelles et en Wallonie : demandes toujours plus nombreuses, plus de 700 crédits octroyés pour un montant total de 3.745.630 euros en 2011</i>, 04/07/2012. https://www.belfius.be/NoCMS/doccenter/Communique_de_presse_20120704_fr.pdf • DEXIA FONDATION, <i>Communiqué de presse – La microfinance : un outil important de réinsertion sociale en Belgique depuis 10 ans</i>, 6/07/2010. https://www.belfius.be/NR/rdonlyres/AF4D528B-2DC6-40C7-B7C4-35878896AB27/0/pers20100706fr.pdf • LEPRINCE, P., « Le prêt vert voit plus grand », in <i>Le Soir.be</i>, 07/11/2012, http://www.lesoir.be/114873/article/actualite/regions/bruxelles/2012-11-07/pr%C3%AAt-vert-voit-plus-grand <p><u>Contact :</u> Antoine Silverberg Chargé de projet Prêt Vert Bruxellois Credal antoine.silverberg@credal.be 0032 10/45 25 33</p>

⁵ Voir <http://www.bruxellesenvironnement.be/Templates/Particuliers/informer.aspx?id=12103&langtype=2060>

Titre	ÖkoBeschaffungsService (OBS), une politique durable et solidaire
Localisation	Autriche, land de Vorarlberg
Contexte local	La région de Vorarlberg est sensible depuis longtemps aux problématiques environnementales, ce qui s'est concrétisé notamment dans ce service d'achats responsables, mais également dans la construction durable par exemple (depuis 2007, tous les logements sociaux doivent être construits selon le label « maison passive »). Notons qu'à l'échelle nationale, l'Autriche s'est également démarquée au niveau européen pour ses marchés publics durables, avec entre autres son « Plan autrichien pour les marchés publics durables », adopté par le Conseil des Ministres en 2010.
Secteur	Commande publique, achats écologiques groupés
Année de lancement/de fin	2002 - ...
Origine du projet	En 1992, les collectivités locales du Land de Vorarlberg avaient créé une association environnementale appelée « Umweltverband » afin de gérer les déchets au sein de ces territoires. Forte de ce succès, cette association est devenue ensuite la base de l'« ÖkoBeschaffungsService » (service d'achats écologiques) lorsque les communes du land ont décidé de regrouper leurs achats autour de ce service.
Description	L'ÖkoBeschaffungsService est chargé de lancer des appels d'offres autour de 12 catégories de produits (fournitures de bureau, éclairage, matériel pour les pompiers, abribus, parkings vélo, ...) pour le compte des 96 collectivités locales du Land de Vorarlberg. Pour choisir les fournisseurs, le service se base sur des critères écologiques (efficacité énergétique, empreinte écologique, ...) mais également sociaux, comme le respect des conventions de l'OIT pour le secteur du textile par exemple. Les objectifs du service sont de : <ul style="list-style-type: none"> • Organiser des marchés publics respectueux de l'environnement et diffuser cette pratique • Tirer des avantages économiques grâce à l'optimisation dans l'organisation et le regroupement en plus grandes entités des marchés publics
Chiffres clés	<ul style="list-style-type: none"> • Volume annuel d'achats d'environ 2.500.000 euros • En 2009, 92% des achats provenaient des fournisseurs locaux • En 2013, 80% des achats de matériel informatique et de télécommunication des collectivités sont passés par ce service ÖBS
Résultats	Ce service permet non seulement de faire des achats publics plus responsables sur plan social et environnemental mais également de mutualiser les coûts et besoins des collectivités impliquées : « ÖBS nous permet de nous équiper avec des produits de meilleure qualité technique et environnementale à des prix plus compétitifs. De plus, il nous décharge de la gestion opérationnelle et légale des appels d'offres » ⁶ , comme l'expliquait un responsable du parc informatique de la Mairie de Lustenau. Ainsi dès 2005, les économies réalisées grâce à ce service étaient évaluées à 10% pour le coût des produits et de 20 à 60% pour les coûts administratifs. Depuis ses débuts, le service a également permis de regrouper les marchés publics mais aussi de mettre en place une plateforme d'achats en ligne de fournitures de bureau.
Articulation ESS et DD	<ul style="list-style-type: none"> • Gestion du service par une association et incitation aux achats auprès d'entreprises sociales, notamment d'entreprises d'insertion favorisées par des clauses d'insertion inscrites dans certains appels (inscription, mais pas encore systématique, de critères sociaux dans les appels d'offre)

⁶ http://www.essenregion.org/site/Autriche-commande-publique-ecolo?id_mot=16

	<ul style="list-style-type: none"> • Inscription de critères environnementaux stricts dans les appels d’offres pour les achats publics, efforts pour que les fournisseurs soient locaux, efforts pour favoriser le commerce équitable
Nature du partenariat	<p>Commande publique écologique et solidaire mise en place par les collectivités locales (les municipalités, les institutions publiques locales mais également la Province de Vorarlberg et certains de ses hôpitaux) du land de Vorarlberg et déléguée à une association environnementale (Umweltverband). Concrètement, un groupe est constitué par l’association pour chaque type d’achat, réunissant des experts régionaux des différentes autorités publiques, des fournisseurs et l’association Umweltverband, afin que les produits vendus correspondent au mieux aux besoins des collectivités.</p>
Sources et informations complémentaires	<ul style="list-style-type: none"> • BAUDET, S., « Vorarlberg : une démarche écoconstructive, moteur du développement durable intégré », sur le site du Centre de ressources du développement territorial, 05/09/2009, http://www.projetdeterritoire.com/index.php/Les-initiatives/Voralberg-une-demarche-ecoconstructive-moteur-d-un-developement-durable-integre • ECOPOL, « Environmentally sound procurements in Austria – The Eco-Procurement Service ÖBS », 01/03/2013, http://www.ecopol-project.eu/en/media/news/?itemid=276&a=viewItem • ESS EN REGION, « Autriche : commande publique écolo, solidaire et groupée... », 21/09/2009, http://www.essenregion.org/site/Autriche-commande-publique-ecolo?id_mot=16 • NaBe-Actionplan, http://www.uncsd2012.org/content/documents/520AUSTRIA%20nabe-action%20plan.pdf • TARIANT, E., « Le " miracle " du Vorarlberg », sur le site Novethic, 03/07/2012, http://www.novethic.fr/novethic/ecologie,rio____politique_climatique,le_miracle_voralberg,137738.jsp • OSEO, L’achat public équitable - Guide à l’usage des communes et des cantons, p. 18, http://www.solidar.ch/data/C682A8F0/Leitfaden_0806_f.pdf

Titre	La Ressourcerie Namuroise
Localisation	Belgique, Namur
Contexte local	Les Communes de Belgique sont obligées d'organiser sur leur territoire l'enlèvement des déchets ménagers et d'encombrants. C'est assez naturellement donc que des acteurs comme la Ressourcerie Namuroise ont été amenés à proposer à celles-ci une gestion durable des encombrants ménagers. Les Communes ont également été encouragées dans ce sens depuis notamment l'agrément wallon pour les entreprises d'économie sociale actives dans le recyclage.
Secteur	Collecte, tri d'encombrants et de déchets et vente d'objets de seconde main
Année de lancement/de fin	2005 - ... pour la Ressourcerie 2009 - ... pour l'agrément et les subventions octroyés par la Région wallonne pour les acteurs de l'économie sociale actifs dans la réutilisation
Origine du projet	La Ressourcerie Namuroise était au départ le projet d'une association sans but lucratif qui voulait mettre l'être humain au centre de l'économie : c'est ainsi qu'elle s'est constituée en une société commerciale à finalité sociale ayant pour objectif l'insertion socioprofessionnelle de personnes en difficulté grâce à une activité productrice de biens et de services dans le domaine de l'environnement. Elle a commencé avec un projet-pilote en 2005 avec la Ville de Namur pour la collecte à domicile des encombrants.
Description	La Ressourcerie Namuroise est une société coopérative à responsabilité limitée et à finalité sociale qui œuvre depuis 2005 (mais au départ sous la forme d'association) dans le domaine de la collecte, la gestion et le tri de déchets et d'encombrants sur le territoire namurois et parallèlement, dans la vente d'objets de seconde main et d'éco-consommation par le biais d'une boutique gérée par la société depuis 2009, Ravik Boutik. Agréée entreprise d'insertion, La Ressourcerie Namuroise a pour objectifs de : <ul style="list-style-type: none"> • Prévenir l'apparition de déchets par la sensibilisation et la revalorisation en donnant la priorité à la réutilisation et au recyclage de produits ou biens en fin de vie ou usagés • Favoriser l'insertion professionnelle et la formation de personnes en difficulté • Créer des activités de valorisation sociale pour les personnes handicapées mentales
Chiffres clés	<ul style="list-style-type: none"> • 72 tonnes d'encombrants récoltés en 2005, 2000 tonnes en 2010 • 10% des objets récoltés sont réutilisés, pour 70% d'autres objets leur matière est revitalisée et 20% des déchets ne sont non traitables en interne et sont alors renvoyés vers un autre organisme • En 2012, 19 emplois CDI ont été créés, dont 15 salariés en insertion ; 13 personnes épaulaient également l'équipe avec un contrat à durée déterminée « article 60 » (voir plus bas) et 20 personnes handicapées mentales travaillaient à mi-temps
Résultats	En 2012, 2300 tonnes ont pu être collectées par la Ressourcerie, 49 clients sont venus en moyenne chaque jour visiter les deux boutiques et 31 personnes de différents profils ont pu être employées. La Ressourcerie namuroise travaille également aujourd'hui pour 14 Communes qui lui font confiance pour le retrait d'encombrants chez les particuliers.
Articulation ESS et DD	<ul style="list-style-type: none"> • En matière d'environnement, la Ressourcerie a pour but de « <i>prévenir l'apparition de déchets par la sensibilisation et la revalorisation en donnant la priorité à la réutilisation, et au recyclage de produits ou biens en fin de vie ou usagés. La priorité à la réutilisation permet la vente d'objets de réemploi et d'éco-consommation</i> » • Sur le plan social, les objectifs sont également de « <i>favoriser l'insertion socio-professionnelle et la formation de personnes dont les compétences ne sont pas reconnues sur le marché de l'emploi. Travailler dans le respect des personnes et procurer des conditions et une rémunération de travail dignes et respectueuse des compétences</i> »

	<p>de chacun. Créer des activités de valorisation sociale pour personnes handicapées mentales »⁷</p>
Nature du partenariat	<p>Partenaires publics :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Région Wallonne (Ministère de l'économie et Ministère de l'environnement) à travers son agrément pour les ressourceries en tant qu'actrices de l'économie sociale du secteur du traitement et du réemploi des déchets, accordé par l'Office wallon des déchets à hauteur de 2000 euros/an/emploi consolidé et 3000 euros/emploi créé notamment • Plusieurs Centres Publics d'Action Sociale (CPAS) pour l'embauche de personne de type « article 60 » (système permettant au CPAS de « mettre à disposition » des personnes recevant un revenu d'intégration pour travailler dans des entreprises, notamment d'économie sociale) • Bureau économique de la Province de Namur • Cellule Mobilier de Namur • Société wallonne d'économie sociale marchande (participation en capital de 6.300 euros et 50.000 euros de financement d'investissements) • Les 14 communes wallonnes « clientes » de la Ressourcerie car elles lui ont délégué le service de collecte gratuite d'encombrants auprès de particuliers. La Ressourcerie a obtenu ces conventions avec les Communes au terme de procédures de marché public, elle est payée par nombre de tonnes récoltées <p>Autres partenaires privés ou financiers :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Atout EI (Fédération Wallonne Entreprises d'insertions) • Retrival (société coopérative agréée entreprise d'insertion) • L'association Handicap et Participation qui est responsable d'une partie du tri des déchets • L'Entreprise de Formation par le Travail (EFT) NSS Technique qui assure les réparations du matériel électroménager recueilli • L'EFT Outil pour la réparation des vélos • CRÉDAL (micro-crédit), 30.000 euros de financement d'investissements • NADIR (Namur Diversification et Reconversion) • Fonds de l'économie sociale et solidaire, intervention en capital de 6.300 euros
Sources et informations complémentaires	<ul style="list-style-type: none"> • Source principale : POUR LA SOLIDARITE, <i>Les Emplois Verts – Une nouvelle opportunité d'inclusion sociale en Europe</i>, Les Cahiers de la Solidarité n°28, Mai 2012, pp. 186-187, disponible à l'adresse http://www.pourlasolidarite.eu/IMG/pdf/Cahier%20de%20la%20Solidarit%C3%A9_N%C2%B028_Emplois%20Verts_Version%20web.pdf • LA RESSOURCERIE, http://www.laressourcerie.be/ • « Compte-rendu technique d'une visite de la Ressourcerie namuroise », http://www.laressourcerie.be/servlet/Repository/Dossier_technique_%22visite_Res.PDF?IDR=116 • Agrément : http://environnement.wallonie.be/legis/dechets/degen032.htm • ESS EN REGION, « La Région wallonne renforce les ressourceries », 24/08/2012, http://www.essenregion.org/site/La-Region-wallonne-renforce-les?id_mot=16 <p>Contact : http://www.laressourcerie.be/ressourcerie/racine/nous-contacter.html</p>

⁷ Site de la Ressourcerie, « Nos Missions », <http://www.laressourcerie.be/ressourcerie/racine/qui-sommes-nous/nos-missions/index.html>

Titre	LOWaste (LOcal Waste, Market for second life products), une gestion durable des déchets
Localisation	Italie, Ferrare
Contexte local	La ville de Ferrare est depuis longtemps sensibilisée au développement durable : signature de la charte européenne des villes impliquées dans le développement durable (1996), élaboration d'une « Charte de Ferrare » mettant en place des agendas 21 locaux (1999), application de la Charte d'Aalborg au travers de différentes analyses des besoins et défis de la ville sur le plan environnemental, projets de mobilité durable, ... LOWaste est donc l'un des nombreux projets que mène la ville, innovant car il implique une série d'acteurs différents et qu'il met en application les principes de gouvernance que la ville s'est engagée à appliquer.
Secteur	« Lifecycle thinking », eco-conception, recyclage
Année de lancement/de fin	2011 - 2014
Origine du projet	En Europe, la problématique des déchets est de plus en plus importante : on compte environ 6 tonnes de déchets par personne par an, et l'OCDE estime que ces volumes pourraient augmenter de 45% d'ici 2020. L'Union européenne, à travers son sixième programme d'action pour l'environnement, s'est donc donnée pour priorité la prévention et la gestion des déchets, afin de découpler le binôme « croissance » et « augmentation du des déchets ». C'est dans ce contexte et cette optique qu'est né LOWaste grâce à l'aide du programme européen LIFE+ (instrument financier pour l'environnement de la DG Environnement).
Description	<p>Le but du projet est de :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Réduire les déchets urbains en créant un marché local de produits recyclés, tant grâce à la collecte organisée de déchets qu'à la stimulation de la demande à travers des marchés publics « verts » ou des achats responsables au sein des entreprises • Prévenir la production de déchets et encourager le recyclage et la réutilisation auprès des citoyens/consommateurs, entreprises et autorités publiques <p>Pour y parvenir et atteindre le chiffre clé de 70% de recyclage de déchets de la ville, le projet compte notamment développer un marché local de produits de seconde main ou recyclés, en interceptant tous les déchets de la ville qui peuvent être réutilisés. Il s'appuie sur les coopératives sociales déjà actives dans ce domaine mais également sur l'engagement des autorités locales et des entreprises locales.</p>
Chiffres clés	<ul style="list-style-type: none"> • Budget de 1.100.000 euros, couvert à 50% par la Commission européenne • Implication de minimum 3 coopératives • Objectif de persuader au minimum 10 entreprises
Résultats	<ul style="list-style-type: none"> • La première étape du projet a permis d'analyser les flux de déchets à Ferrare et d'identifier une série de leviers où l'on pourrait gérer et recycler les déchets plus efficacement. Dans cette étape de recherche, plusieurs « flux de déchets », sur lesquels LOWaste va travailler, ont été identifiés : textiles, huile alimentaire et déchets alimentaires, mobiliers urbains (bancs, pleines de jeux, ...), matériaux de construction non toxiques, centres de recyclage. Ces résultats ont été le fruit de workshops, interviews et rencontres avec les partenaires du projet et les entreprises de la ville • Les porteurs du projet sont maintenant en train de dialoguer avec les entreprises locales afin de déterminer leurs besoins et de développer ensemble des chaînes de recyclage au sein de la ville • Après un LOWaste festival en 2012, un premier « LOWaste Market Place » a également eu lieu en mai 2013 afin de faire aussi connaître le projet auprès des citoyens, de présenter des produits recyclés, ...

Articulation ESS et DD	<p>Les résultats attendus du projet sont :</p> <ul style="list-style-type: none"> • De réduire les déchets de la ville, augmenter le taux de déchets recyclés et le taux d'utilisation de ceux-ci par les entreprises et les citoyens, diminuer l'utilisation de ressources polluantes par les entreprises, ... • Mais également de favoriser l'emploi et l'inclusion des personnes défavorisées grâce à l'implication directe et de première ligne de coopératives
Nature du partenariat	<ul style="list-style-type: none"> • Financement par le programme européen LIFE avec pour meneur de projet la Municipalité de Ferrare • La coopérative « La Citta Verde », coopérative sociale active dans le domaine des espaces verts, de la gestion des déchets communaux, du recyclage, ... Avec d'autres organisations du tiers secteur, elle fait partie d'un réseau d'opérateurs actifs dans la protection de l'environnement • Le réseau européen RREUSE (Reuse and Recycling European Union Social Enterprises), plateforme qui promeut le développement d'entreprises sociales dans le domaine du recyclage et de la « réutilisation » • Hera, fournisseur d'eau et d'énergie • Impronta Etica, ONG Italienne qui promeut le développement de la RSE
Sources et informations complémentaires	<ul style="list-style-type: none"> • LOWASTE, http://www.lowaste.it/en/ • RREUSE, « LOWaste », http://www.rreuse.org/t3/projects/lowaste/lowaste-project/ • COMMISSION EUROPEENNE, « LOWaste – Local Waste Market for second life products », http://ec.europa.eu/environment/life/project/Projects/index.cfm?fuseaction=search.dsPage&n_proj_id=3935 • EUROPEAN COMMISSION, <i>Environment Policy and Governance – Projects 2010</i>, p. 54. http://ec.europa.eu/environment/life/publications/lifepublications/compilations/documents/envcompilation10.pdf <p><u>Contacts :</u> Mauro BIGI, Responsable du projet LOWaste pour la municipalité de Ferrare m.biggi@indicanet.it +39 347 0136877 (contactés en anglais)</p> <p>Paolo Ferraresi RREUSE paolo.ferraresi@rreuse.org + 32 2 894 46 14</p>

Titre	Ecoquartier Vauban et la coopérative VAUBANAise
Localisation	Allemagne, Fribourg-en-Brisgau
Contexte local	Devant répondre à une population croissante, la ville de Fribourg a dû réfléchir depuis le début des années 1990 à la construction de nouveaux logements... en appliquant les principes du développement durable.
Secteur	Construction d'un quartier répondant à des exigences écologiques, sociales, économiques et culturelles. Depuis peu, ajout d'un projet d'habitat coopératif intergénérationnel avec système d'entraide sociale et financière (la VAUBANAise) au sein du projet du quartier.
Année de lancement/de fin	1993 - ... pour le quartier Vauban 2009 - ... pour la VAUBANAise
Origine du projet	La ville de Fribourg a décidé de construire le quartier de Vauban en faisant en sorte de répondre à des objectifs de développement durable mais également de participation de tous les citoyens et acteurs potentiellement concernés, dont une série d'acteurs de structures associatives. Elle a développé ce projet écologique sur un terrain symbolique sur lequel, quelques années plus tôt, un projet de centrale atomique avait mobilisé des citoyens hostiles à cette centrale.
Description	<p>Le quartier du Vauban s'est petit à petit construit de façon coopérative et participative : une phase de concertation a commencé en 1995, ouverte à tous, désireux de venir s'installer dans le quartier de Vauban ou non. Le Forum Vauban, association d'habitants, s'est également constitué à cette époque-là pour coordonner la participation citoyenne. Dès le début, le projet a fait en sorte de respecter une série d'exigences écologiques (efficacité énergétique, restriction de l'usage de la voiture, espaces publics verts, matériaux écologiques, ...), économiques (équilibre entre zones d'habitat et de travail, préférence à des constructeurs privés ou des projets coopératifs, ...) mais également sociales (mixité sociale, projets communautaires, ...).</p> <p>Le projet a très vite rencontré un vif succès. Cependant, les habitations coûtent assez cher et la mixité sociale est assez difficilement respectée au-delà des 20% de logements sociaux ; résultat : 55% de sa population se compose de cadres supérieurs et 11% de professions libérales. « <i>C'est la raison pour laquelle la coopérative VAUBANAise (...) a souhaité y bâtir un immeuble respectant les normes d'écoconstruction et destiné à donner accès à des logements individuels à des personnes âgées ou handicapées et à offrir des loyers abordables à des étudiants. L'intégration - voire l'inclusion - des personnes handicapées est au cœur de ce projet. (...) L'idée maîtresse de VAUBANAise est que les locataires, de générations et de besoins différents, vont coopérer afin de s'entraider et se renforcer mutuellement</i> »⁸. L'objectif de cette coopérative d'habitation, lancée par la société d'investissement solidaire Oekogeno, est donc de « <i>favoriser la solidarité intergénérationnelle, donner accès à des logements individuels à des personnes âgées ou handicapées tout en leur apportant les services et soins nécessaires à leur situation et offrir des loyers abordables à des étudiants</i> »⁹.</p>
Chiffres clés	<p>Pour le quartier de Vauban de manière générale : plus de 200 logements, 5 000 habitants et 600 emplois.</p> <p>Pour la VAUBANAise :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Coûts chiffrés à 8 millions d'euros, financés par l'emprunt et l'épargne solidaire • En 2013, on comptait déjà 25 appartements construits sur les 46 prévus
Résultats	<ul style="list-style-type: none"> • Pour le quartier du Vauban : • Très faible consommation énergétique, 92 unités sont des bâtiments passifs, 10 sont des bâtiments « énergie plus » (elles produisent plus d'énergie qu'elles n'en consomment), 3000 m² de panneaux solaires ont été installés

⁸ CREDAL, « Un crédit pour la création d'un habitat collectif à Fribourg », in *Crédialogue*, n°69, Mars 2013, p. 9.

⁹ AVISE, « Allemagne : faire rimer éco-quartier avec mixité sociale », 24/01/2011, <http://www.avise.org/spip.php?article1851>

	<ul style="list-style-type: none"> • Utilisation réduite de la voiture et système de covoiturage ou de partage des véhicules mis en place et organisé par les citoyens • Installation d'un système de bio-épuration pour l'eau • Participation citoyenne importante (notamment grâce au Forum Vauban, association d'habitants permettant de se réunir et de discuter des projets de l'écoquartier), vie communautaire développée au sein du quartier (coopérative d'alimentation, jardins partagés, ...)
Articulation ESS et DD	<ul style="list-style-type: none"> • Ecoquartier participatif et durable sur le plan énergétique, des transports, des espaces verts, des jardins partagés, ... • Intégration dans ce projet d'objectifs de mixité sociale grâce à des logements sociaux mais également grâce à la VAUBANAise est ses logements intergénérationnels accessibles aux personnes handicapées et à un public d'étudiants
Nature du partenariat	<p>Pour le quartier du Vauban :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Achat du terrain par la ville de Fribourg (20 millions d'euros) • Financement des infrastructures publiques par les autorités régionales locales • Investissements des entreprises de services publics (eau, électricité, chauffage) • Soutien du programme européen LIFE et de la Fondation Fédérale pour l'Environnement (42 millions d'euros) • Coordination et organisation d'espaces d'échanges par un « Groupe de projet Vauban » et la Commission du Conseil Municipal • Forum Vauban, association approuvée par la Ville comme coordinatrice de la participation citoyenne depuis 1995 ; elle joue également depuis le début le rôle de gardienne des principes du développement durable dans ce projet • Coopérative d'habitation « Genova » <p>Pour le projet d'habitat collectif :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Oekogeno, à l'origine de la VAUBANAise, une société d'investissement solidaire • VAUBANAise, à qui la Ville de Fribourg a accepté de vendre un terrain et qui a le statut de coopérative d'habitation ; à ce titre, elle bénéficie de conditions fiscales préférentielles et ses membres peuvent par ce biais participer à un investissement social, réserver un appartement dans l'immeuble et avoir droit d'y emménager à vie • La coopérative a été soutenue par une série de partenaires de la finance éthique en Europe, dont Crédal qui lui a accordé un crédit d'investissement de 100.000 euros • L'association d'aide à la personne Lebenshilfe, spécialisée dans l'accompagnement des personnes handicapées mentale
Sources et informations complémentaires	<ul style="list-style-type: none"> • AVISE, « Allemagne : Faire rimer écoquartier avec mixité sociale », 24/01/2011, http://www.avise.org/spip.php?article1851 • CHAPELLE, S., « Vauban, l'écoquartier du futur écologiquement exemplaire, mais socialement discutable », In Bastamag.net, 05/09/2011, http://www.bastamag.net/article1692.html • ESPACE PIETON, Ecoquartier Vauban, Fiche espace piéton http://www.espacepieton.org/wa_files/VAUBAN.pdf • FEBEA, « VAUBANAise », L'atlas des bonnes pratiques de création d'emploi d'inclusion sociale, 2011, p. 275. http://www.ethicalbankingeurope.com/sites/default/files/library_files/Atlas_des_Bonnes_Pratiques_FEBEA_EuropeActive_2011%20%28CD-ROM%29.pdf • Fiche Energy Cities : « Vauban », http://www.energy-cities.eu/IMG/pdf/Ecoquartiers_Vauban.pdf • MASSON, P., « Un crédit pour la création d'un habitat collectif à Fribourg », in Crédialogue, n°69, Mars 2013, p. 9. http://www.credal.be/sites/all/files/documents/credal/CREDAL/credial_69.pdf • SALIN, M., <i>L'éco-quartier Vauban</i>, ENS, 2010, http://geographie.ens.fr/-L-eco-quartier-Vauban-.html

Titre	Quartier durable citoyen et l'exemple de l'association Solidarité Savoir et ses Repair Cafés
Localisation	Belgique, Bruxelles
Contexte local	Partant de l'idée que tout citoyen peut être acteur de la vie locale et que chaque geste compte pour améliorer son environnement immédiat, la Région de Bruxelles-Capitale a développé plusieurs incitants pour permettre aux citoyens de s'investir dans leur quartier. Parmi ceux-ci, l'appel à projets « Quartiers durables citoyens ».
Secteur	Projets de quartiers durables, participation citoyenne, Repair Cafés
Année de lancement/de fin	2008 - ... (pour l'appel « quartiers durables citoyens »)
Origine du projet	La Région de Bruxelles-Capitale a développé un appel à projets nommé « Quartiers durables citoyens » qui vise à soutenir, accompagner et valoriser des initiatives citoyennes collectives durables à l'échelle des quartiers ; le but est de soutenir les projets qui font se rencontrer des voisins entre eux et qui diminuent l'impact environnemental du quartier.
Description	<p>« L'appel à projets "Quartiers durables citoyens" vise à soutenir, accompagner et valoriser des initiatives citoyennes collectives durables à l'échelle des quartiers. Dans les Quartiers durables citoyens, les habitants et usagers du quartier apprennent à travailler (mais aussi passer de bons moments !) ensemble pour mener des projets autour de plusieurs enjeux : économiser l'énergie, diminuer et valoriser les déchets, se déplacer autrement, développer et préserver la biodiversité, mieux réfléchir l'utilisation de l'espace public, valoriser le patrimoine naturel, renforcer la cohésion sociale et la solidarité,... Les quartiers lauréats bénéficient d'un dispositif d'appui méthodologique, technique et financier afin de les accompagner dans l'élaboration et la mise en œuvre de leurs projets. »¹⁰ Cet appui dure environ 2 ans ; l'idée à terme est que les projets puissent être mis en œuvre tout en s'autonomisant.</p> <p>Par exemple à Molenbeek, dans le « quartier Léopold », l'association Solidarité Savoir¹¹ organise dans ce cadre chaque mois des « Repair Cafés » (concept né en 2007 aux Pays-Bas), c'est-à-dire des rencontres ouvertes à tous, dont l'entrée est libre : outils et matériel sont disponibles pour faire toutes les réparations possibles et imaginables à l'aide de professionnels bénévoles.</p>
Chiffres clés	<ul style="list-style-type: none"> • Depuis 2008, 20 projets ont remporté l'appel à projets Quartiers durables citoyens • Entre 2010 et 2012, 122 manifestations ont été organisées dans ce cadre, dont 68 formations thématiques (alimentation, déchet, mobilité, ...) • Entre 2010 et 2012, 6000 affiches et 36000 flyers ont circulé dans les quartiers pour faire connaître les projets
Résultats	<p>Résultats au sein des quartiers :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Rencontres, tissage de liens entre voisins • Capacité de prendre son quartier en main et de développer des formes de vivre ensemble tenant compte de questions environnementales et sociales (analyse au préalable du quartier et de ses enjeux en terme de développement durable) ; à terme, le soutien via l'appel « quartier durable » permet également aux quartiers de s'autonomiser • Emergence de projets communs : composts, vergers, mallettes énergie, groupes d'achats solidaires, ...
Articulation ESS	<ul style="list-style-type: none"> • Appel Quartiers durables citoyens : soutien à des initiatives citoyennes locales durables

¹⁰ BRUXELLES ENVIRONNEMENT, « Quartiers durables citoyens », 25/06/2013, <http://www.bruxellesenvironnement.be/Templates/Particuliers/Niveau2.aspx?id=3204&langtype=2060>

¹¹ <http://www.solidarite-savoir.be/NEW7/>

<p>et DD</p>	<p>au travers, pour de nombreux quartiers lauréats, d'une association constituée autour de ces citoyens</p> <ul style="list-style-type: none"> • Repair Cafés (à ce jour, on en compte 42 en Belgique) : initiatives citoyennes de rencontres autour de la réparation bénévole d'objets, où on y apprend à voir autrement ce qu'on possède et à en redécouvrir la valeur. Le Repair Café favorise un changement de mentalité, perçu comme la condition première à une société durable construite par tous. Plusieurs Repair Cafés sont organisés par des associations d'économie sociale et sont réunis au sein d'une même association par pays/région.
<p>Nature du partenariat</p>	<p>Quartiers durables citoyens :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Appui méthodologique, technique et financier pour accompagner dans l'élaboration et la mise en œuvre des projets dans le cadre de l'appel « Quartiers durables citoyens » par la Région de Bruxelles-Capitale à travers sa cellule « Bruxelles Environnement » • Soutien des Communes dans lesquelles les quartiers se trouvent : chaque nouveau quartier durable citoyen signe en début de parcours une charte avec Bruxelles Environnement et sa Commune, les Communes sont également notamment engagées à travers leur Agenda 21 local • Une série d'autres partenaires (privés ou publics) peuvent également être associés aux projets de quartier <p>Repair Cafés :</p> <ul style="list-style-type: none"> • En Région de Bruxelles-Capitale et en Wallonie : chaque Repair Café cherche ses propres financements ou aides (location, salles, ...) : certains cafés ont un soutien de la Ville ou de la Commune comme à Molenbeek à travers les Quartiers Durables Citoyens • En Flandre, l'association couple des Repair Cafés flamands reçoit des financements des autorités provinciales et régionales depuis 2013
<p>Sources et informations complémentaires</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Informations sur l'appel à projets « Quartiers durables citoyens » de la Région de Bruxelles-Capitale (Bruxelles Environnement) : http://www.bruxellesenvironnement.be/Templates/Particuliers/Niveau2.aspx?id=3204&langtype=2060 • BRUXELLES ENVIRONNEMENT, <i>Vade Mecum des Quartiers Durables - Guide de bonnes pratiques de l'appel à projets Quartiers Durables de Bruxelles Environnement à l'usage des citoyens intéressés par la démarche</i>, Juin 2013. http://www.bruxellesenvironnement.be/uploadedFiles/Contenu_du_site/Particuliers/01_Gestes/10_Mon_quartier/01_Les_quartiers_durables/fiches_VADEMECUM_FR_DEF.pdf?langtype=2060 • Sur les Repair Cafés en Belgique : http://www.repaircafe.be/fr/a-propos-du-repair-cafe/ • Sur le Repair Café au sein de l'association Solidarité Savoir : http://www.solidarite-savoir.be/NEW7/content/repair-caf%C3%A9

Titre	Codha (Coopérative de l'habitat associatif), logement social, écologique et participatif
Localisation	Suisse
Contexte local	Le projet de la coopérative Codha est né dans une période de forte spéculation immobilière à Genève dans les années 1990. Cette ville est caractérisée par un marché de la location immobilière très important puisque environ 90% des ses habitants vivent en location et sont donc dépendants des prix des locations qui peuvent beaucoup fluctuer.
Secteur	Logement social, écologique et participatif
Année de lancement/de fin	1994 - ...
Origine du projet	« Alors que l'immobilier rime généralement avec rendements immodérés et profits juteux, la Codha s'inscrit dans le cadre des logements d'utilité publique. La création de la Codha, en 1994, est marquée par une période de forte spéculation immobilière à Genève et les premiers buts statutaires affirment "La Coopérative a pour but de procurer à ses membres des espaces d'habitation autogérés tout en soustrayant durablement les logements à la spéculation" » ¹²
Description	La Codha est une coopérative sans but lucratif, membre de la Chambre de l'ESS de Genève, qui construit et gère des immeubles en respectant deux principes : la qualité sur le plan environnemental et la participation des habitants (qui sont locataires). La Codha « rassemble des personnes souhaitant un autre type d'habitat, une autre qualité de vie, un autre rapport au logement, basé sur la participation, la convivialité et la solidarité. ». Ses buts : <ul style="list-style-type: none"> • « Sortir des immeubles du marché immobilier spéculatif • Intégrer les futur-e-s habitant-e-s aux projets de construction • Remettre la gestion des immeubles aux habitant-e-s • Garantir aux habitant-e-s un loyer correspondant aux coûts réels de l'immeuble • Construire à de hauts standards écologiques »¹³
Chiffres clés	Au 31 décembre 2012 on comptait : <ul style="list-style-type: none"> • 1600 coopérateur/rices, dont 270 logés • 8 immeubles en propriété et 10 projets de construction en cours (qui produiront 600 logements) • 180 logements • 47 millions d'actifs immobiliers
Résultats	<ul style="list-style-type: none"> • 2004 : prix du développement durable de la ville de Genève et de la Suisse pour le premier immeuble « Minergie-eco » pour l'immeuble « Les Ouches » • 2007 : prix du développement durable et Prix Solar pour l'immeuble « Les Voirets » • 2008 : réalisation d'une Charte Ecologique • 2010 : premier immeuble Minergie-Plus eco du Canton de Genève
Articulation ESS et DD	<ul style="list-style-type: none"> • Sur le plan environnemental : respect de deux labels suisses, Minergie-P (utilisation rationnelle de l'énergie grâce à l'isolation ou la ventilation à double flux par exemple) et Minergie-eco (construction saine et écologique grâce à l'utilisation de matériaux recyclables ou produits à partir de ressources renouvelables) ; Codha encourage également la mobilité douce et l'introduction dans ses immeubles de plantage au sol ou sur les toits des immeubles • Sur le plan social : la coopérative Codha réunit toujours les futurs habitants dès le début du projet, qui sont invités à se constituer en une association d'habitants ; choix

¹² CODAH, « De l'immobilier sans but lucratif », <http://www.codha.ch/fr/presentation-valeurs-et-principes-de-l-immobilier-sans-but-lucratif>

¹³ CODHA, « Habiter à la Codha, bien plus qu'un toit », <http://www.codha.ch/fr/presentation>

	<p>ensemble des modalités du projet puis délégation de la gestion du bâtiment à l'association d'habitants, ce qui permet à ces derniers de « <i>définir un cadre de vie plus proche de leurs aspirations</i> »¹⁴</p> <ul style="list-style-type: none"> • De plus, Codha tente, dans ses projets, de favoriser l'intergénérationnel et le brassage des revenus • Codha est également une coopérative qui entend être une entreprise répondant aux critères de l'ESS
<p>Nature du partenariat</p>	<ul style="list-style-type: none"> • La coopérative Codha, qui au-delà de ses projets de construction, propose également aux collectivités publiques « <i>une méthodologie simple pour la création d'Ecoquartiers coopératifs et la mise en œuvre de processus participatifs</i> »¹⁵ • Les futurs habitants (aux revenus modestes ou plus élevés): les personnes amènent en fonds propre 5% du prix de leur appartement, restitués à leur départ • Le Canton de Genève et sa loi sur l'énergie qui permet de couvrir 3% du surcoût de la réalisation par rapport à une construction qui ne suivrait pas les mêmes standards énergétiques ; l'Office cantonale de Genève a également permis d'obtenir une augmentation du plafond des loyers (compensée pour les locataires par la plus-value énergétique des constructions) • De manière générale, le Canton de Genève a également tenté dans les années 1990 de réorienter sa politique de logement social en favorisant les organisations sans but lucratif ; notamment en 2001, il a créé la Fondation pour la promotion du logement bon marché et de l'habitat coopératif qui acquière et revend des terrains aux coopératives • Les Communes dans lesquelles Codha a mené des projets ou construit des logements (Genève, Lausanne, Nyon, ...) : grâce à la politique fédérale de logement, les Communes peuvent mettre des terrains qu'elles ont acquis à disposition des coopératives, contre le paiement d'une rente de superficie, et bien sûr en collaboration avec les coopératives en question à qui les Communes peuvent indiquer leurs souhaits sur les types de logement, les niveaux de loyer, ... Ces coopératives pilotent et financent donc les projets de logement, en partenariat avec les Communes • Banque Alternative Suisse : bailleur de fonds du projet qui offre des taux d'intérêts calculés selon des ratings environnementaux qui permettent d'investir 8% supplémentaires à la construction • Banque Cantonale de Genève et son crédit construction accordé à Codha • ...
<p>Sources et informations complémentaires</p>	<ul style="list-style-type: none"> • CODHA, http://www.codha.ch/ • CODHA, <i>Rapport d'activité 2012</i>, http://www.codha.ch/useruploads/documents/CODHA_RAPPORT_2012_INT_15_1.pdf • ESS EN REGION, « Suisse : l'habitat coopératif soutenu en tant qu'acteur du logement social », 26/04/2012, http://www.essenregion.org/site/Suisse-l-habitat-cooperatif?id_mot=6 • POUR LA SOLIDARITE, « Trois questions à Eric Rossiaud, président de la CODHA », Observatoire européen du Logement durable, Février 2011, http://www.logementdurable.eu/?p=1643 <p>Contact : http://www.codha.ch/fr/contact-liens</p>

¹⁴ CODHA, « Habiter à la Codha, bien plus qu'un toit », <http://www.codha.ch/fr/presentation>

¹⁵ CODHA, « Valeurs et principes », <http://www.codha.ch/fr/presentation-valeurs-et-principes>

Titre	Parc d'innovation sociale
Localisation	Espagne, Bilbao
Contexte local	Depuis que l'Espagne traverse une crise économique et financière, la protection sociale est de plus en plus mise à mal et l'État ne sait plus en supporter tous les coûts et défis. Pour répondre à des dilemmes comme le chômage, l'intégration des primo-arrivants ou encore la reconversion d'industries polluantes, les gouvernements régionaux tentent d'investir dans l'innovation sociale, en coopération avec les entrepreneurs privés et sociaux, les chercheurs et les citoyens.
Secteur	Politique locale de création d'emploi, laboratoire d'innovation sociale, incubateur d'entreprises sociales
Année de lancement/de fin	2010 - ...
Origine du projet	Les politiques intégrant l'innovation sociale à leurs priorités ont surtout été déléguées aux collectivités locales et régionales, si bien que certaines régions se distinguent du reste de l'Espagne pour leurs pratiques particulièrement propices à l'innovation sociale mais également au développement local ¹⁶ : c'est le cas notamment de la région du Pays Basque qui a décidé de faire le pari de la créativité pour l'élaboration de projets innovants et stimulants pour le développement local et la création d'emplois dans une région en déclin. C'est ainsi qu'est né DenokInn.
Description	<p>DenokInn est le Centre basque pour l'innovation et l'entrepreneuriat. Un de ses projets principaux est le parc européen d'innovation sociale dans lequel les besoins sociaux sont étudiés pour créer de nouvelles entreprises et de nouveaux produits. DenokInn favorise donc par ce biais les projets innovants sur le plan social ou encourageant une culture ou un apprentissage de l'innovation sociale, et ce en essayant de participer au maximum au développement de la région : incitation à la participation citoyenne, utilisation d'espaces délaissés, régénération de la vigueur socio-économique de la région, ... Par exemple, DenokInn forme des groupes de personnes sans emploi pour mener à bien certains projets. Doté de quatre laboratoires d'innovation (InnovaLab, FabLab, FormaLab, AppLab) ouverts à plus de cinquante entreprises internationales, DenokInn entend également disséminer ses projets d'envergure à plus large échelle, en Espagne et à travers l'Europe.</p> <p>C'est le cas par exemple du projet « Hiriko » qui se répand en Europe et qui répond à des besoins sociaux, urbains et environnementaux : il s'agit d'une voiture¹⁷ 100% électrique, adaptée aux espaces urbains et construite entre différentes entreprises sociales (le but initial de ce projet promu par le Fonds social européen étant de créer des opportunités d'emplois pour des groupes désavantagés dans cette région d'Espagne fortement touchée par le chômage).</p>
Chiffres clés	<ul style="list-style-type: none"> • Une cinquantaine d'entreprises établies dans le parc d'innovation sociale • Plus de 1000 professionnels impliqués • Plus de 100 emplois créés après deux ans
Résultats	Le parc d'innovation sociale de DenokInn a permis de créer un « cluster » pour l'innovation sociale avec les infrastructures appropriées où les acteurs peuvent se rencontrer et développer ou tester leurs idées. Associations, chercheurs, entrepreneurs, ... peuvent ainsi échanger et construire ensemble des projets innovants et à grande échelle ; ensemble et avec ces projets, ces acteurs permettent également de répondre à des besoins sociaux existants de manière plus efficace que les autorités publiques (grâce à des services plus adaptés ou moins coûteux). Deux

¹⁶ AVISE, *L'innovation sociale en Europe – Politiques européennes et pratiques d'innovation sociale dans trois Etats membres*, Questions européennes n°5, Septembre 2012, p. 15.

¹⁷ Dont l'idée a été développée aux Etats-Unis au MIT.

	projets nés de ce parc sont souvent cités en exemple : la voiture Hiriko (voir plus haut) et le système « hospice at home » répondant au manque de soins palliatifs en Espagne grâce à la formation de personnes sans emploi pour l'offre de soins adaptés à domicile.
Articulation ESS et DD	Développement d'activités économiques durables grâce à l'innovation sociale
Nature du partenariat	<p>Acteurs publics :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Depuis plusieurs années, le gouvernement du Pays Basque investit dans l'innovation sociale pour palier chômage et crise, en partenariat avec les entrepreneurs sociaux et privés, les chercheurs et les citoyens qu'il aide à faire rencontrer entre eux : Denokinn et le parc d'innovation sociale sont le fruit de ces efforts (montant initial investi par le gouvernement basque : 6 millions d'euros, auxquels s'ajoutent des investissements d'entreprises privées ou de centres de recherche) • Les autorités locales contribuent également au projet en participant à l'identification des besoins des territoires environnants (en termes d'emplois notamment pour aider à créer des opportunités d'embauche au sein des entreprises sociales du parc), en invitant les citoyens à participer aux projets ou encore en mettant à disposition des espaces de la région qui ne sont pas occupés • À ce parc d'innovation s'ajoutent également d'autres politiques régionales (Conseils municipaux, Agences de développement local, Agence basque pour l'innovation sociale, ...) incitatives qui soutiennent la création d'incubateurs et d'activités entrepreneuriales sociales, à travers par exemple le « Centre for Enterprise and innovation » (CEI) ou la banque BBK Bilbao de microcrédits contre l'exclusion sociale • Soutien initial du Fonds social européen <p>Autres acteurs impliqués :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Entrepreneurs sociaux (et collaboration avec les entreprises classiques) • Chercheurs et universités • Secteur privé • Citoyens
Sources et informations complémentaires	<ul style="list-style-type: none"> • Publication de PLS à venir (Les leviers des autorités locales pour soutenir l'ESS) • Site du projet : http://www.denokinn.eu/, • AVISE, <i>L'innovation sociale en Europe – Politiques européennes et pratiques d'innovation sociale dans trois Etats membres</i>, Questions européennes n°5, Septembre 2012, http://www.avise.org/spip.php?article2274 • COMMISSION EUROPEENNE, <i>Synthèse sur l'entrepreneuriat social – L'activité entrepreneuriale en Europe</i>, 2013, p. 16. http://www.avise.org/IMG/pdf/CE_synthese_ES_2013.pdf • INNOVALAB, http://blog.innovalab.org/ • MARKUARTU, J., « <i>The Basque Case</i> » : <i>A comprehensive model for Sustainable Human Development</i>, February 2012. http://www.euclidnetwork.eu/files/The_Basque_Case_final_document_February_2012_Juan_Jose_Ibarretxe_Markuartu_.pdf • NESTA, « <i>Social Innovation Park, Greater Bilbao</i> », http://www.nesta.org.uk/areas_of_work/public_services_lab/local_public_services/creative_councils/assets/features/social_innovation_park_greater_bilbao • SOCIAL INNOVATION EUROPE, « DENOKINN », https://webgate.ec.europa.eu/socialinnovationeurope/directory/organisation/denokinn

Titre	Atteining Energy-Efficient Mobility in Ageing Society (AENEAS) : le cas de la Ville de Munich et les projets Green City
Localisation	Allemagne, Munich
Contexte local	Selon Eurostat, la part de la population européenne de plus de 50 ans passera de 35% à 49% entre 2005 et 2050. Tandis que la marche et les transports publics étaient dans le passé les modes de mobilité les plus utilisés par les personnes âgées, aujourd'hui, la tendance est essentiellement d'utiliser la voiture privée. L'Europe doit donc composer avec une « génération voiture » qui vieillit. C'est dans ce contexte qu'est né le projet européen AENEAS qui a abordé ces sujets en lançant une série de mesures douces dans cinq villes européennes dont Munich. Outre l'intérêt sur le plan énergétique, AENEAS misait également sur les transports durables pour les personnes âgées comme un moyen d'augmenter l'exercice physique de ces personnes et donc d'améliorer leur état de santé mais également comme une manière de mieux les intégrer sur le plan social, la mobilité allant de pair avec une vie sociale active.
Secteur	Vieillesse et mobilité durable
Année de lancement/de fin	2008 – 2011 pour le projet AENEAS 2006 – ... pour les projets seniors de Green City
Origine du projet	Grâce au Programme européen Energie Intelligente Europe, cinq villes européennes (dont Munich) ont élaboré ensemble le projet AENEAS, œuvrant pour une mobilité plus efficace sur le plan énergétique dans une société vieillissante. Pendant trois ans, celui-ci visait à : <ul style="list-style-type: none"> • Créer un cercle d'échange de bonnes pratiques entre villes européennes sensibles à la promotion d'une meilleure mobilité durable des personnes âgées (marche, vélo, transports publics, covoiturage) • Mettre en place des mesures innovantes dans les villes concernées (formation, sensibilisation, communication), adaptées aux différents groupes de personnes âgées
Description	A Munich, le projet AENEAS s'est concrétisé autour de différents types d'activités : <ul style="list-style-type: none"> • Une campagne de sensibilisation • Des ateliers pour personnes âgées sur les manières d'utiliser les transports publics • Des formations à la marche et au vélo Ces trois types d'activités ont été menées par la Ville de Munich en collaboration avec l'association Green City, déjà notamment spécialisée dans les formations au vélo destinées aux personnes âgées et déjà organisées depuis 2006 avec la Ville de Munich ; AENEAS a permis de renforcer ce partenariat mais également de l'étoffer avec par exemple l'organisation de formations à la marche élaborées grâce au projet par Green City, en plus de celles tournées autour du vélo.
Chiffres clés	AENEAS : <ul style="list-style-type: none"> • Budget de 1.800.000 euros (avec une contribution de 75% de l'UE) • Cinq villes participantes et 11 partenaires A Munich : <ul style="list-style-type: none"> • En janvier 2010, 10.000 ménages âgés entre 60 et 75 ans ont reçu de la Ville de Munich un guide détaillé sur la mobilité ; 20% des destinataires y ont répondu favorablement et ont demandé des informations complémentaires sur les différents dispositifs mis en place • 300 participants ont suivi les cours sur l'usage d'internet pour l'information aux voyageurs et sur la mobilité durable, donnés par Green City • Durant la durée du projet AENEAS, plus de 1000 personnes ont suivi les formations au vélo données par Green City • 77 personnes ont suivi la formation « transports publics » • A propos de Green City :

	<ul style="list-style-type: none"> • Plus grosse association environnementale de Munich, avec plus de 500 bénévoles, 400 membres et 15 employés
Résultats	<ul style="list-style-type: none"> • Communication et marketing des modes de transport durables pour les personnes âgées : dans le projet pilote, 10.000 personnes âgées ont reçu une lettre personnalisée contenant des informations sur la mobilité à Munich et plus particulièrement, les services conçus à leur attention • Information aux voyageurs, dispositifs électroniques et transports efficaces : un cours spécial a été conçu pour permettre aux personnes âgées d'utiliser l'information aux voyageurs disponible sur internet et les téléphones mobiles et leur apprendre à utiliser la billetterie automatique, afin d'améliorer leurs connaissances sur les options de déplacements dont ils disposent. Ils ont appris comment planifier un voyage et surmonter les obstacles liés à des dispositifs électroniques en l'absence de personnel. Plus de 90% des participants se sont dits satisfaits de ces cours, 40% ont déclaré à l'issue de ces cours vouloir plus utiliser des modes de transport durables, 10% ont déclaré vouloir désormais beaucoup plus les utiliser. • Formation de deux jours en mobilité des « seniors » : un vaste programme de formation portant sur la marche, le vélo et les transports publics comprenant théorie et sessions pratiques. En petits groupes, les personnes âgées ont été formées pour voyager en sécurité et de manière durable et ont pu tester des vélos adaptés à leurs besoins.
Articulation ESS et DD	<ul style="list-style-type: none"> • Mobilité durable • La Ville de Munich a été la seule ville du projet AENEAS à intégrer dans le partenariat un acteur de l'économie sociale : collaboration avec l'association Green City pour la réflexion sur ces enjeux et implémentation de certains projets pour personnes âgées (exemples : cours de vélo, programmes marche, information aux voyageurs)
Nature du partenariat	<p>Pour Munich :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Les autorités de la Ville • Munich Transport Company • L'association sans but lucratif Green City, qui œuvre depuis 2000 à faire de Munich une ville verte à visage humain, où les espaces publics sont des espaces de vie ; elle compte aujourd'hui une dizaine d'employés et plus de 1000 membres ou bénévoles « militants » et compte sur la participation des citoyens, la collaboration avec les autorités locales et les outils tels que les Agendas 21 locaux • Plusieurs centres pour personnes âgées • Les services « sécurité routière » de la Police de Munich • Collaboration également avec une série d'autres acteurs associatifs pour l'élaboration du guide envoyé par la Ville de Munich notamment : association de covoiturage, organisations de cyclistes, associations environnementales, groupes de citoyens de personnes âgées, ... <p>Exemple concret du partenariat pour les formations vélo aux personnes âgées :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Formation donnée par Green City en collaboration avec un physiothérapeute et la police de Munich • Formation offerte gratuitement aux personnes grâce aux fonds provenant du projet AENEAS, de la Ville de Munich, de vendeurs de vélo et de compagnies d'assurance
Sources et informations complémentaires	<ul style="list-style-type: none"> • http://www.aeneas-project.eu/ • ELTIS, « Projet de formation à la bicyclette pour les personnes âgées, Munich, Allemagne », 11/2010, http://www.eltis.org/index.php?id=13&lang1=fr&study_id=2845 • GREEN CITY, http://www.greencity.de/english/ • GREEN CITY, « Our Story », http://www.greencity.de/ueber-uns/our-story/ • RABY, D., FIEDLER, M., AENEAS – Good Practice Implementation Report, Final Publishable Report, 2011. http://www.aeneas-project.eu/docs/Good_Practice_Implementation_Report.pdf • POUR LA SOLIDARITE, Mobilité durable – Enjeux et pratiques en Europe, Cahier de la Solidarité n°21, 2009, pp. 199-204.

Titre	Points vélo, pour développer la mobilité douce
Localisation	Belgique, Bruxelles, Région Wallonne et Région Flamande : focus ici sur le cas bruxellois et wallon
Contexte local	Les points vélo ont été conçus pour répondre à deux besoins que de nombreuses grandes villes rencontrent : décongestionner les grands axes et mieux relier les transports en commun entre eux, en l'occurrence les trains.
Secteur	Mobilité intermodale : promotion de l'usage du vélo en complémentarité avec les transports en commun
Année de lancement/de fin	2007 (premier Point Vélo installé à Bruxelles, 2010 pour la Wallonie) - ...
Origine du projet	Le projet des Points Vélos est né de plusieurs intérêts qui se sont croisés : l'entreprise ferroviaire belge (SNCB) qui cherchait un prestataire pour gérer ses parkings vélos, les Régions wallonne et de Bruxelles-Capitale qui souhaitaient soutenir l'emploi et l'économie sociale, et l'association bruxelloise sans but lucratif « Cyclo » et wallonne « Pro Vélo » qui œuvrent à la promotion de l'utilisation du vélo (perçu comme un moyen de transport respectueux de l'environnement mais également comme une niche économique pourvoyeuse d'emplois).
Description	Les « points vélo » offrent des services relatifs au vélo à proximité directe des gares : parking, petites réparations (les plus grosses réparations étant redirigées vers des marchands de vélo classiques), marquage, ... L'objectif est de stimuler le transport modal, à savoir l'usage du vélo combiné au train, au tram ou au bus sur le même trajet. Ainsi, plusieurs Points Vélo ont vu le jour ces dernières années dans ou aux alentours des gares des grandes villes belges. « <i>C'est la combinaison d'entrepreneuriat social, avec une attention particulière portée à la mobilité, et d'un paquet minimum de services qualitatifs qui définit le concept "point vélo".</i> » ¹⁸
Chiffres clés	<ul style="list-style-type: none"> • 4 points vélo en Wallonie (gares de Namur, Mons, Liège et Ottignies), 4 à Bruxelles • 2500 réparations par an en Gare de Bruxelles-Central • En septembre 2012, 38 personnes travaillaient à l'association Cyclo pour Bruxelles, dont 16 en insertion • 19.000 visites en 2012 aux quatre points vélo wallons
Résultats	Slogan : « <i>Les points vélo, un tandem social et mobile : plus d'emplois pour les groupes défavorisés et un meilleur service pour les cyclistes</i> » ¹⁹ . En plus de créer des emplois en insertion, les points vélo permettent de répondre aux besoins des cyclistes prenant le train et/ou ayant des petites réparations à effectuer rapidement. Ils participent également à la promotion de l'usage du vélo et des transports en commun dans les grandes villes.
Articulation ESS et DD	<ul style="list-style-type: none"> • Appel de la SNCB à des associations d'économie sociale pour la gestion de ses points vélo (gérés par les associations Cyclo et Pro Vélo qui travaillent à la promotion de la mobilité par le vélo et pour l'insertion socioprofessionnelle à Bruxelles et en Wallonie) ; dans ce projet, « <i>les entreprises d'économie sociale sont le partenaire idéal : possédant d'une riche expérience, aussi bien dans le domaine du vélo que dans le domaine de l'emploi, ils forment le maillon idéal entre l'emploi social et la nécessité sociale croissante de stations-service pour cyclistes dans les grands nœuds de mobilité.</i> »²⁰ • Mobilité durable
Nature du partenariat	Partenariat innovant réunissant : <ul style="list-style-type: none"> • Les Régions (politiques de mobilité mais également d'emploi ou d'économie sociale)

¹⁸ FIETSPUNTEN, « C'est quoi, les points vélo ? », <http://www.fietspunten.be/>

¹⁹ *Idem.*

²⁰ *Idem.*

	<ul style="list-style-type: none"> • L'Etat fédéral • La Société de transport ferroviaire SNCB • Des associations sans but lucratif actives dans le milieu du vélo <p>Exemple du montage financier des 4 Points Vélo en Wallonie en 2012, représentant un budget total de 985.500 euros :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Subvention de la Région Wallonne « Mobilité » : 34% • Subvention de l'Etat fédéral belge « emploi Rosetta²¹ économie sociale » : 21% • Part Pro Vélo (vente de service) : 15% • Subvention de la Région Wallonne « emploi Rosetta » : 14% • SNCB-Holding (contrat de service gestion Point Vélo) : 8% • Villes : 3% • Autres subventions emploi : 3% • Province du Brabant Wallon : 2%
<p>Sources et informations complémentaires</p>	<ul style="list-style-type: none"> • CYCLO, « Points Vélo », http://www.recyclo.org/fr/fietspunten • FIETSPUNTEN, http://www.fietspunten.be/ • PRO VELO, http://www.provelo.org/fr • PRO VELO, <i>Rapport d'exécution de la convention cadre en Wallonie – Année 2012.</i> • SAW-B, « Les Points Vélo », http://www.saw-b.be/cms/points_velos.php <p><u>Contact :</u> Bertrand Willems Directeur Wallonie Pro Vélo b.willems@provelo.org +32 (0)477 95 20 31</p>

²¹ Programme d'aide à l'emploi pour les jeunes de moins de 26 ans. <http://www.emploi.belgique.be/defaultTab.aspx?id=674>